

La santé est la priorité mais pour qui ?

par Alain Poirier, M.D., directeur national de santé publique, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec

On le dit partout, la santé, c'est la priorité ! Toutefois, j'ai l'impression qu'à travers ce discours, on pense davantage que c'est le traitement de la maladie qui est prioritaire. Ainsi, on attend de notre réseau de la santé et des services sociaux qu'il produise des services accessibles et de qualité, mais s'il y a ces maladies à soigner, il y a aussi les mêmes à prévenir. C'est un peu le propos que j'ai tenu en rendant public récemment le rapport *Produire la santé*. Ce rapport présente un portrait des principaux problèmes évitables des Québécoises et Québécois et propose des pistes de solution que nous pourrions mettre en place pour améliorer la santé¹.

Trois idées émergent du rapport. Premièrement, bon nombre de problèmes psychosociaux et de santé sont évitables. Deuxièmement, ces problèmes sont dus à des facteurs communs. Et, troisièmement, il est possible d'agir sur ces facteurs et d'améliorer la santé de la population, si tous les secteurs d'activité de la société unissent leurs efforts.

L'état de santé de la population québécoise s'est beaucoup amélioré au cours des dernières décennies. Ainsi, on peut observer une diminution, voire même la disparition de certaines maladies infectieuses grâce à la vaccination, une diminution importante des maladies cardiovasculaires depuis les années 1950, une baisse marquée des traumatismes routiers au cours des vingt dernières années et une réduction de plus de 80 % de la mortalité infantile depuis 1965. Le Québec se compare avantageusement au reste du monde à plusieurs égards. Par exemple, le taux de mortalité par maladies cardiovasculaires y est inférieur à ceux du Canada, de la Suède ou des États-Unis, et le taux de mortalité infantile est beaucoup moins élevé chez nous qu'aux États-Unis, et moins élevé que dans le reste du Canada ainsi qu'au Royaume-Uni.

Plusieurs problèmes continuent toutefois de faire des ravages, et de nouvelles craintes ont surgi, particulièrement en ce qui concerne les maladies infectieuses. Qu'on pense à la menace d'une pandémie d'influenza, aux infections nosocomiales et aux infections transmissibles sexuellement et par le sang. D'autre part, au cours des cinquante dernières années, les décès attribuables au cancer ont continuellement augmenté, tandis que, sur une plus courte période, l'obésité a connu une augmentation de 56 % chez les adultes depuis 1987.

Du côté psychosocial, bon nombre de problèmes affectent les enfants et les adolescents : retards de développement, violence, troubles du comportement, délinquance, pour ne nommer que ceux-là. Par ailleurs, une personne sur cinq connaîtra, à un moment ou l'autre de son existence, un problème de santé mentale. De plus, le taux de suicide a malheureusement considérablement augmenté au Québec depuis les années 1970.

Pour trouver des solutions aux problèmes de santé, on se tourne tout naturellement vers le système de santé et de services sociaux, qui joue effectivement un rôle important. Mais force est de constater qu'une certaine confusion perdure. Plusieurs croient en effet que l'état de santé d'une société est directement proportionnel aux dépenses engagées dans les services de santé. Or, on sait que le taux d'utilisation des services de santé et le recours aux soins n'expliqueraient que 20 % des différences de mortalité et de morbidité entre les populations des pays industrialisés.

¹ Le rapport est disponible à : www.msss.gouv.qc.ca/publications

Cela ne veut pas dire que le réseau de la santé et des services sociaux doit se laver les mains de ses responsabilités, bien au contraire, mais qu'il faut remettre sa capacité d'agir dans sa juste perspective. En somme, les actions les plus significatives pour améliorer la santé ne relèvent pas tant du traitement des maladies par le réseau de services, qui reçoit par ailleurs la presque totalité du budget consacré à la santé, mais plutôt de la prévention et d'actions portant sur des facteurs qui relèvent de plusieurs secteurs d'activité de notre société.

Quels sont donc ces principaux moyens intersectoriels susceptibles d'influencer les déterminants communs des problèmes de santé évitables? Le premier consiste à réduire la pauvreté et les inégalités, car, dans toutes les sociétés, les plus pauvres risquent davantage d'être exposés aux maladies, d'être atteints plus jeunes d'une maladie et de mourir précocement. L'amélioration de la santé de la population passe également par l'amélioration de l'environnement physique, notamment par la réduction de la pollution de l'eau, de l'air et du sol.

Sur le plan individuel maintenant, les habitudes de vie influencent aussi la santé. Une alimentation inadéquate, la sédentarité, le tabagisme et une consommation excessive d'alcool sont en cause dans environ 40 % de tous les décès; dans le cas des décès attribuables aux maladies chroniques, cette proportion va même jusqu'à 80 %. Il faut renforcer les aptitudes des individus à faire des choix favorables à leur santé, notamment par le biais de campagnes de communication. Mais pour renforcer l'impact de ces campagnes, il est nécessaire de surtout créer des milieux et instaurer des politiques qui favorisent l'adoption et le maintien de saines habitudes de vie. « *L'école en santé* » est un bel exemple de cette approche, puisqu'on peut difficilement faire la promotion d'une alimentation saine si on n'assure pas l'accès à des aliments sains dans une école.

Mais la santé ne dépend pas seulement de caractéristiques physiques ou biologiques. Des facteurs psychologiques et sociaux se révèlent tout aussi déterminants. Pour être en santé, les individus ont besoin d'appréciation ou de reconnaissance, d'aide concrète, d'information ou d'accompagnement de leur entourage. Collectivement, ils ont aussi besoin de sentir qu'ils appartiennent à une communauté où règne la confiance, dont les membres sont capables de coopération pour atteindre des buts communs. Il faut donc adopter des politiques publiques favorables à la création de réseaux sociaux et à la cohésion sociale, tout en encourageant la participation civique. Enfin, comme les acquisitions faites au cours de l'enfance et de l'adolescence ont des répercussions toute la vie durant, le soutien au développement et à l'adaptation sociale des jeunes s'impose comme moyen privilégié pour agir sur l'ensemble des déterminants de la santé.

Les moyens d'action sont bel et bien à notre portée. Bien que le Québec se soit déjà doté de plusieurs instruments susceptibles de contribuer à produire la santé, il revient aux décideurs de tous les milieux et bien sûr, aux citoyens eux-mêmes, de saisir l'occasion d'agir encore plus énergiquement au regard de la pauvreté, de l'environnement, de la solidarité des communautés, de l'adoption de saines habitudes de vie, ainsi que par le développement des enfants et des jeunes. L'amélioration de la santé, c'est un défi auquel toutes et tous peuvent et doivent contribuer.

3 mai 2005